

A quand la résurgence da la sainte mousse ? (page 2)



Pour beaucoup de Burundais, les bières de la Brarudi ne sont plus à la portée du citoyen lambda.

GOVERNANCE



Elections du 5 juin 2025

Le CNDD-FDD remporte presque tous les sièges ... (page 3)

DEVELOPPEMENT



FMI

Réponses du FMI aux questions fréquemment posées sur le Burundi (page 4)

TRANSPORT



Pénurie du carburant

Le carburant se fait rare, la solution autant (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Raréfaction de la sainte mousse : foisonnement de spéculations



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef adjoint

rituelle que les amateurs de la sainte mousse posent aux cabaretiers dès qu'ils franchissent le seuil d'un débit de boissons.

Faute d'Amstel, ils enchaînent souvent : « Basi, nta Primus canke Bajou ? » traduit en français : « A défaut, pas même une Primus ou une Bajou ? » car ces bières également, jadis abondantes, se font rares et précieuses, devenues aussi difficiles à obtenir que les fameuses « pierres de racines ».

La pénurie des produits Brarudi frappe de plein fouet. Avec la disparition progressive de l'Amstel 65 cl, cette emblématique sainte mousse produite par la Brasserie et Limonaderie du Burundi

(BRARUDI), la bière est devenue un luxe.

Bonjour la spéculations autour de la bière. Les prix ont triplé. Officiellement vendue à 3 500 FBU, l'Amstel 65 cl s'écoule aujourd'hui au marché noir autour de 15 000 FBU. La Primus 72 cl, affichée officiellement à 2 500 FBU, grimpe allègrement à plus de 5 000 FBU. Des prix réservés aux hôtels et restaurants de luxe, détenteurs des autorisations spéciales de l'Office Burundais des Recettes (OBR) leur permettant de fixer des prix proportionnels à leurs standings.

Fait encore plus étonnant : la vieille condition qui imposait de consommer des brochettes pour

être servi en boissons a disparu. Aujourd'hui, la bière est distribuée à compte-gouttes, souvent par favoritisme, comme s'il s'agissait d'un produit interdit, à l'image du chanvre ou d'un alcool de contrebande.

Plus grave encore : même l'Amstel Bright, ce nouveau venu censé pallier la pénurie des boissons de la Brarudi (Amstel 65 cl et 50 cl, Primus 72 cl et Bajou, Amstel Bock et Royale) est parfois introuvable. Et quand il est disponible, son prix dépasse déjà le prix officiel de 5 000 FBU pour atteindre 6 000 FBU voire 7 000 FBU.

Pour compenser, certaines boissons localement fabriquées ont été

promues. Mais elles ne suffisent pas à combler la demande. D'autres, vendues dans des emballages imposants à des prix exorbitants, sont revendues au détail dans de petits flacons, souvent au mépris de la santé publique.

Dernièrement, des inspections ont été initiées pour veiller au respect des prix officiels. Mais en vain. Les spéculations continuent en attendant que les nouveaux élus fassent de la relance de la production brassicole une priorité, elle qui contribue pourtant largement aux recettes fiscales du pays.

Sainte mousse, un peu d'indulgence pour les consommateurs.

« Urafise iyakera ? », que l'on peut traduire en français par « As-tu une Amstel ancienne ? », voilà la question devenue quasi

COMMERCE

Primus et Amstel introuvables, les consommateurs consternés

Depuis plusieurs mois, les consommateurs font face à une pénurie persistante des produits phares de la Brarudi, notamment la bière Amstel 65 cl et 50 cl ainsi que toutes les variétés de la Primus. La situation qui ne cesse de s'aggraver pousse certains à parler d'un véritable calvaire pour les amateurs de la bière. Trouver une de ces boissons dans les bars ou les boutiques relève désormais de la gageure. Et lorsqu'on en trouve, les prix sont exorbitants.



La bière produite par la Brarudi devient petit à petit un luxe. Elle n'est plus accessible à tout le monde.

Officiellement, une bouteille de Primus coûte 2 500 francs burundais (BIF). Mais dans les faits, certains boutiquiers n'hésitent pas à la revendre entre 5 000 et 6 000 BIF. Les tenanciers des bars expliquent qu'ils reçoivent les boissons à compte-gouttes, à des prix déjà très élevés. Ils affirment ne pas avoir d'autre choix que de répercuter ces coûts sur les clients. Résultat : la bière devient un produit de luxe pour beaucoup de consommateurs.

A Carama, quartier populaire situé au Nord-Ouest de la ville de Bujumbura, la situation commence à peine à se stabiliser. Mais pour de nombreux habitués des débits de boisson, le désarroi est toujours palpable. « Avant que la situation ne se détériore, je ne jurais que par l'Amstel. C'était ma boisson préférée depuis une dizaine d'années. Mais avec sa pénurie persistante, j'ai été contraint de me rabattre sur la Primus. Malheureusement, elle aussi est devenue introuvable ou alors hors de prix », confie, dépité, un habitant de Carama.

Les prix de la bière Amstel hors du commun

Ce dernier explique qu'il lui arrive désormais de passer plus d'une semaine sans boire la moindre bière, alors qu'en temps normal, il ne pouvait pas rester plus de trois jours sans étancher sa soif. Et quand, par chance, il tombe sur une bouteille d'Amstel dans un bar, il faut qu'il soit prêt à y mettre le prix fort : entre 15 000 et 20 000 BIF la bouteille, contre 3 500 BIF officiellement. « L'Amstel est devenue une boisson de luxe. Je ne comprends pas comment une personne au revenu modeste peut encore s'offrir cette marque. Ne vaudrait-il pas mieux y renoncer complètement ? », s'interroge un jeune homme croisé au centre-ville de Bujumbura.

Pour beaucoup de Burundais, les bières de la Brarudi ne sont plus à la portée du citoyen lambda. Nombreux sont ceux qui, même lorsqu'ils les trouvent, n'ont plus les moyens de s'en procurer. Partager un verre entre amis, un geste banal autrefois, devient une exception. « Voilà plus de six mois que je n'ai pas offert une seule bière à un ami. Ce

n'est pas par manque de générosité, mais simplement parce que je n'en ai pas les moyens. Avec 10 000 BIF, on ne peut s'acheter qu'une seule bouteille de Primus dans certaines boutiques », se désole Jean Claude Ndikumana, résident de Kamenge, au Nord de la capitale économique Bujumbura.

Face à cette crise, les amateurs de bière n'ont d'autre choix que de faire l'impasse sur les produits Brarudi. Seule la nouvelle venue, l'Amstel Bright, une bière brassée à base de maïs, reste relativement disponible. Mais là encore, la majorité des consommateurs ne s'en satisfont pas. Le goût, jugé fade ou désagréable par les plus fidèles consommateurs de bière, ne convainc pas.

La pénurie des boissons, un problème insoluble ?

Partout à Bujumbura comme à l'intérieur du pays, la même frustration revient. Jusqu'à quand cette pénurie va-t-elle durer ? Quand pourra-t-on à nouveau partager une bouteille de bière sans avoir à y consacrer un demi-salaire ? Les

réponses se font attendre. Même la Brarudi semble prise au dépourvu. L'entreprise qui reste muette sur les causes exactes de cette pénurie, n'a fait aucune communication officielle rassurante à ce jour.

Pourtant, la question préoccupe au plus haut point les autorités du pays. Il y a environ six mois, les autorités burundaises, notamment le maire de la ville de Bujumbura, avaient promis des mesures strictes pour sanctionner les commerçants qui profitaient de

la pénurie des produits Brarudi pour pratiquer des prix abusifs. Plusieurs vendeurs avaient été rappelés à l'ordre, certains même sanctionnés. Mais, aujourd'hui, cette initiative semble avoir perdu de sa rigueur. Plus personne n'en parle et les prix continuent de grimper dans une quasi-impunité. Les consommateurs, eux, se sentent abandonnés et n'ont d'autre choix que de souffrir en silence.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Media - Part - Station

Rohero I, Avenue de la Révolution,
n°8
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 13 Juin 2025

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2916	2963
Euro	3363	3417
Shi. Kenyan	22.5768	22.9410
Shi. Tanzanien	1.1197	1.1378
Shi. Ougandais	0.8118	0.8249
Fr Rwandais	2.0539	2.0871

Elections du 5 juin 2025

Le CNDD-FDD remporte presque tous les sièges et l'opposition rejette les résultats

Au lendemain des élections du 5 juin 2025, le CNDD-FDD revendique une victoire totale à l'Assemblée Nationale et une large domination dans les conseils communaux. Mais cette victoire, loin de faire l'unanimité, est vivement contestée par l'opposition et observée avec prudence par l'Eglise catholique. Alors que les critiques se multiplient, le gouvernement appelle au respect de la loi et met en garde contre toute tentative de remise en cause des résultats.

Le parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, est sorti largement vainqueur des élections législatives et communales organisées le 5 juin dernier. Selon les résultats provisoires proclamés mercredi le 11 juin par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), le CNDD-FDD a obtenu l'ensemble des 100 sièges électifs de l'Assemblée nationale. A ces élus s'ajouteront huit membres cooptés et trois représentants de la communauté Batwa, portant à 111 le nombre total de députés qui siégeront au Parlement.

La répartition géographique des sièges reflète la nouvelle organisation administrative du pays. Les circonscriptions ont été redessinées pour former cinq grandes provinces. A Bujumbura, le CNDD-FDD a gagné 23 sièges. A Butanyerera, il en a obtenu également 23. La province de Gitega, désormais élargie, en comptera 21 pour le parti au pouvoir. Burunga en fournira 17 et Buhumuza 16. Aucun autre parti politique ne fait son entrée à l'Assemblée Nationale selon ces résultats provisoires.

Une victoire écrasante aux élections communales

Cette domination s'est également confirmée au niveau des conseils communaux. Dans la province de Butanyerera qui regroupe les anciennes entités de Kirundo, Ngozi et Kayanza, le CNDD-FDD a remporté l'intégralité des 200 sièges disponibles. A Burunga, issue du regroupement de Bururi, Makamba, Rumonge et Rutana, le parti au pouvoir a raflé 174 des 176 sièges, ne laissant qu'un siège à l'UPRONA



Les résultats provisoires indiquent une victoire écrasante du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, aux élections. Un résultat contesté par l'opposition.

et un autre au CNL. A Bujumbura, composée désormais des anciennes provinces de Bujumbura, Bubanza et Cibitoke, le CNDD-FDD s'est imposé avec 272 sièges sur 275. Les trois sièges restants ont été partagés entre l'UPRONA et le CNL.

La même tendance s'observe à Buhumuza, formée à partir de Cankuzo, Muyinga et Ruyigi, où le parti au pouvoir a conquis 168 sièges sur 175. Quant à Gitega, désormais élargie à Karusi, Muramvya et Mwaro, le CNDD-FDD a obtenu 217 sièges sur 225. L'UPRONA en a décroché sept contre un seul pour le CNL. Au total, le parti au pouvoir CNDD-FDD a remporté 1031 sièges sur 1052 possibles, soit 98 %.

Les résultats sont largement contestés

Cependant, ces résultats provisoires ne font pas l'unanimité. Plusieurs partis d'opposition les contestent ouvertement dont l'UPRONA. Dans un communiqué lu le 11 juin par son président Olivier Nkurunziza, le parti n'a pas mâché ses mots. Selon lui, le scrutin du 5 juin a été « une perte de temps ». Il a affirmé que son parti rejette les résultats provisoires publiés par la CENI.

Il a également dénoncé l'attitude des observateurs internationaux et régionaux accusés d'avoir validé un processus entaché d'irrégularités. L'UPRONA a appelé le chef de l'Etat à prendre des mesures pour protéger la démocratie. Il a aussi exhorté les autorités à organiser un dialogue politique inclusif, estimant qu'il s'agissait de la seule voie possible pour résoudre les tensions nées de ces élections. Malgré tout, le parti dit vouloir continuer à faire entendre sa voix tout en appelant les Burundais au calme et à l'unité.

Le Congrès National pour la Liberté (CNL) a lui aussi rejeté les résultats en avançant de graves accusations. Nestor Girukwishaka, un de ses cadres, a dénoncé ce qu'il appelle « des irrégularités extrêmes ». Il a cité des cas de privation du droit de vote, la confiscation des cartes d'électeurs, des instructions données aux électeurs pour voter en faveur du CNDD-FDD ainsi que des violations du secret de vote. Il affirme que certaines personnes ont été accompagnées de force dans l'isoloir, tandis que d'autres ont voté à la place des absents. Selon lui, ces fraudes n'étaient pas isolées, mais bien généralisées à travers le pays. Face à cette situation, le CNL a

déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats issus de ces élections.

L'Eglise catholique dénonce également des irrégularités

En parallèle, la voix de l'Eglise catholique s'est également fait entendre. La Conférence des évêques du Burundi a publié un communiqué le 10 juin, dans lequel elle revient sur le déroulement des élections. Ayant déployé des observateurs dans environ 2 400 bureaux de vote, soit près de 50 % du total, l'Eglise reconnaît que le scrutin s'est globalement déroulé dans le calme et que la participation a été satisfaisante. Toutefois, elle note une série d'irrégularités inquiétantes.

Certains bureaux de vote auraient ouvert leurs portes avant l'arrivée des délégués des candidats et des observateurs, rendant impossible la vérification préalable du matériel électoral. Dans d'autres cas, les délégués sont arrivés alors que les urnes contenaient déjà des bulletins. Des témoignages font également état d'un manque d'impartialité de la part de certains membres des bureaux de vote, accusés d'avoir

influencé les électeurs voire d'avoir voté à leur place. D'autres incidents concernent des personnes qui auraient voté plusieurs fois ou utilisé plusieurs cartes. Par ailleurs, des observateurs et des représentants de candidats auraient été expulsés ou empêchés d'assister au dépouillement. Certains ont été contraints de signer des rapports qu'ils n'avaient pas validés.

Face à ces constats, l'Eglise exprime sa préoccupation quant à la transparence et à la crédibilité du processus électoral. Elle invite les Burundais à une introspection collective, estimant qu'il est impératif de renforcer les fondements de la démocratie et d'organiser à l'avenir des élections marquées par l'équité, la vérité et la paix.

Le CNDD-FDD est sûr de lui-même et le gouvernement met en garde les contestataires

Le CNDD-FDD, de son côté, défend la légitimité du processus. Son secrétaire général, Révérien Ndikuriyo, a reconnu l'existence de quelques irrégularités tout en assurant qu'elles ne remettaient pas en cause l'intégrité globale du scrutin. Il a invité les citoyens qui se disent victimes de pressions à dénoncer publiquement ceux qui les auraient contraints à voter contre leur gré.

Le gouvernement a également pris la parole pour donner son point de vue sur le processus. Le 12 juin, le ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, Martin Niteretse, a averti que toute contestation tardive n'a plus de valeur légale. Selon lui, seuls les signalements faits le jour du vote peuvent être considérés comme recevables. Il a ajouté que remettre en question les résultats de l'élection après leur publication est un délit puni par la loi. Le ministre a parlé d'une « attitude irresponsable et dépassée », contraire au respect de la volonté populaire dans un Etat démocratique. Il a appelé les citoyens et les partis à respecter les voies légales s'ils estiment avoir été lésés. Toute tentative de déstabilisation, selon lui, sera poursuivie en justice.

Gilbert Nkurunziza



La majorité des partis ayant pris part aux élections de juin 2025, ainsi que l'Eglise catholique, dénoncent un scrutin entaché de nombreuses irrégularités.

Réponses du FMI aux questions fréquemment posées sur le Burundi

Confronté à des défis économiques et sociaux depuis plusieurs années, le Burundi souffre notamment de déséquilibres extérieurs persistants. Néanmoins, des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines. Parmi les réponses clés du Fonds Monétaire International (FMI) aux questions fréquemment posées figure également la nécessité d'unifier les taux de change. Ce qui permettrait de ramener les prix des carburants à un niveau nettement inférieur à celui pratiqué actuellement sur le marché parallèle.



Les services du FMI estiment que, suite à une unification des taux de change, les prix des carburants seraient nettement inférieurs au prix actuel sur le marché parallèle.

Ces réponses ont été données sur les questions fréquemment posées sur le Burundi et publiées sur le site web du FMI dès le début de cette année 2025.

Sur comment évaluez-vous les performances économiques du Burundi au cours des deux dernières années et quel est l'état d'avancement de l'accord soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) approuvé en juillet 2023 ?

Le fonds réplique : « Malgré son potentiel économique, le Burundi est confronté à des défis économiques et sociaux importants depuis plusieurs années. La croissance du PIB devrait atteindre 2 % en 2024, contre 3,3 % en 2023, entravée par une pénurie prolongée de carburant et une inflation élevée ». Il signale par ailleurs que l'inflation qui avait ralenti jusqu'à mi-2024 a bondi à 36,4 % en glissement annuel en décembre 2024 en raison de la dépréciation rapide du taux de change sur le marché parallèle et de la monétisation du déficit budgétaire.

Et de continuer : « L'économie souffre de déséquilibres extérieurs importants, notamment un déficit courant élevé, un taux de change officiel surévalué, de faibles réserves de change (équivalentes à environ un mois d'importations) et un taux de change parallèle qui se négociait à environ 160 % de plus que le taux officiel (données à fin janvier 2025). Le déficit budgétaire s'établissait à 5,1 % en 2023-2024 avec un ratio dette/PIB de 62 % à fin 2024 ».

Conformément aux politiques du FMI, cette institution de Bretton Woods indique que l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) approuvé en juillet 2023 a automatiquement pris fin en janvier 2025, aucune revue n'ayant été achevée sur une période de 18 mois.

Point de vue sur les réformes

Le fonds reconnaît que certaines réformes ont été mises en œuvre et que des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines. Les autorités ont par exemple entamé une réforme ambitieuse de la gestion des finances publiques avec le passage à la budgétisation par programmes.

« Elles ont mis en place des cadres juridiques qui permettront la mise en œuvre du budget programme à compter de 2026 », signale-t-il avant de faire remarquer qu'afin d'accroître les recettes, les autorités ont lancé au cours de l'exercice 2023-2024 un nouveau système électronique de paiement de la TVA.

La Banque centrale a adopté à son tour une nouvelle réglementation des changes en décembre 2023 et

autorisé le transfert des comptes en devises des ambassades, des institutions financières internationales, des ONGs et des exportateurs auprès des banques commerciales, une avancée bienvenue vers la normalisation du marché des changes.

Recommandations de politique économique en vue d'améliorer la situation économique

Tenant compte de la surévaluation considérable du taux de change officiel, de la hausse de l'inflation et des risques élevés pesant sur la viabilité de la dette, le FMI recommande un recalibrage rapide des politiques budgétaire et monétaire.

Il est essentiel, selon toujours lui, de maîtriser le déficit budgétaire pour réduire le financement intérieur par la Banque centrale et juguler l'inflation, contenir les pressions sur le taux de change et préserver la viabilité de la dette publique.

Par ailleurs, des réformes structurelles sont essentielles pour

améliorer la gouvernance et le climat des affaires, et indispensables pour soutenir une croissance économique équilibrée et inclusive. Un diagnostic de la gouvernance, avec l'assistance technique du FMI, est en cours d'achèvement et définira les réformes prioritaires.

Quelle est l'action ou la mesure que les autorités devraient privilégier ? Le FMI recommande-t-il une dévaluation du Franc Burundais ?

Il est essentiel pour le fonds d'unifier immédiatement les taux de change officiel et parallèle et de réformer le marché des changes pour sortir du piège de la croissance faible - inflation élevée.

Le régime de change actuel et la forte prime de change qu'il provoque donnent lieu à de vastes distorsions dans l'économie, qui constituent les principaux obstacles à la stabilisation économique. Le système actuel cause des pénuries prolongées de carburant, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, des obstacles à l'expansion des exportations agricoles (formelles) et porte

préjudice à l'investissement direct étranger. Le FMI a constamment recommandé plusieurs réformes visant à réduire ces déséquilibres, notamment l'unification du taux de change officiel et du taux de change parallèle, la libéralisation du marché des changes et l'adoption d'un régime de change flottant permettant au taux de change de refléter les fondamentaux de l'économie.

Avec des politiques budgétaire et monétaire de soutien et des réformes structurelles destinées à soutenir la croissance du secteur privé, l'investissement étranger et les exportations, le FMI estime que ces réformes des changes constituent une condition préalable importante pour que le Burundi réalise son potentiel économique.

Risques dus à l'unification du taux de change

Les inquiétudes quant à l'impact inflationniste de l'unification des taux de change sont surestimées selon les services du FMI. Pour lui, les biens importés (environ 70% des

importations d'après les calculs des services du FMI) sont déjà en grande partie financés au taux du marché parallèle, de sorte que les variations du taux officiel ne les affecteraient pas directement.

D'ailleurs, les prix intérieurs ont augmenté sensiblement en 2024, malgré la stabilité du taux de change officiel. Le carburant est toujours importé au taux de change officiel. Ce qui explique les graves pénuries d'essence. L'ajustement du taux de change officiel entraînerait une hausse des prix des carburants à la pompe, mais améliorerait grandement l'approvisionnement en carburant. Le prix des carburants sur le marché parallèle est déjà beaucoup plus élevé que le prix réglementé. Les services du FMI estiment que, suite à une unification des taux de change, les prix des carburants seraient nettement inférieurs au prix actuel sur le marché parallèle.

Au Burundi, le FMI fournit une assistance technique dans la gestion des finances publiques, dans l'administration fiscale, dans la politique de dépenses, dans les statistiques, dans la supervision du secteur bancaire et politique monétaire.

Il intervient dans la surveillance qui se fait dans le cadre des missions annuelles des services du FMI à Bujumbura. Cela afin d'examiner avec les autorités et d'autres parties prenantes l'évolution de la situation économique du pays, ses perspectives et les politiques qu'elles peuvent mener.

En 2021, le FMI a octroyé au pays un financement au moyen de la facilité de crédit rapide de 75 millions USD pour aider le pays pendant la crise de la COVID-19, un allègement de la dette dans le cadre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (7,6 millions USD) et l'allocation de Droits de tirage spéciaux (DTS) de 2021 (206,6 millions USD). En juillet 2023, un accord au titre de la facilité élargie de crédit de 272 millions USD a été approuvé, avec un décaissement immédiat d'environ 62 millions de dollars.

Mélance Maniragaba



En juillet 2023, un accord au titre de la facilité élargie de crédit de 272 millions USD a été approuvé pour le Burundi, avec un décaissement immédiat d'environ 62 millions de dollars.

Cumba profite des bonnes pratiques agricoles vulgarisées par Tubura

Grâce aux bonnes pratiques agricoles inculquées par Tubura à ses bénéficiaires, la récolte des haricots a été bonne à Cumba, commune Rutegama de la province de Muramvya. Grâce aux résultats palpables enregistrés, la quasi-totalité des agriculteurs de cette colline ont déjà rejoint Tubura. Ils témoignent que pour eux, la vision 2040-2060 n'est plus un rêve: ils sont sur la bonne voie.

Sur la colline de Cumba, zone et commune Rutegama de la province de Muramvya, les sourires se lisent sur les visages des bénéficiaires de One Acre Fund Tubura. Et pour cause: leur récolte de haricots pour la saison culturale B a été plus que satisfaisante. « Malgré pas mal de défis rencontrés pendant la saison culturale écoulée, nous avons été impressionnés par les récoltes obtenues par les bénéficiaires de Tubura sur cette colline. Et cela grâce aux bonnes pratiques agricoles vulgarisées par Tubura », se réjouit David Bizimana, chargé des relations locales au sein de One Acre Fund Tubura.

Emelyne Nshimirimana est l'une d'entre eux. Cette mère de quatre enfants a rejoint Tubura en 2019. Comme elle le témoigne, avant de rejoindre Tubura, pour 2 kg de haricots semés, elle n'en récoltait que 5 kg. Mais aujourd'hui, elle en récolte plus de 50 kg. Même

son de cloche pour son voisin Gérard Nkuzimana qui a rejoint Tubura en 2016 « après avoir constaté que c'était un programme bénéfique pour les agriculteurs, notamment grâce aux formations sur l'agriculture moderne », comme il l'a expliqué. Pour cette saison culturale, il témoigne avoir semé 35 kg de semences de haricot et en avoir récolté plus de 300 kg. Ce qui était un rêve avant de rejoindre Tubura. Selon lui, la récolte aurait été meilleure si la pluie était tombée à temps.

Avec Tubura, la vision 2040-2060 n'est plus un rêve

Comme l'explique M. Bizimana, Tubura s'aligne sur les objectifs de développement nationaux tels que le Plan National de Développement (PND) et la Vision 2040-2060. Selon lui, cette organisation aide les agriculteurs à augmenter leurs rendements agricoles et ainsi à améliorer leur situation économique. Cela a été d'ailleurs confirmé par ses bénéficiaires. « Avec ma récolte, je garde une partie pour la consommation familiale, puis je mets de côté des semences pour la prochaine saison et je vends le surplus au marché afin de payer les frais scolaires et d'acheter des engrais », témoigne Nkuzimana.

Il affirme avoir acheté plusieurs propriétés foncières grâce à l'argent tiré de la vente de ses excédents



Emelyne Nshimirimana : « Tubura est venu au moment opportun ».

de récolte depuis son intégration dans Tubura. « A l'avenir, je souhaite améliorer ma maison en y incorporant du ciment et acheter davantage de terres agricoles. Pour moi, la vision 2040-2060 n'est plus un rêve, je vais le réaliser », conclut-il.

« Tubura est venu au moment opportun »

« Tubura est venu au moment opportun », déclare Mme Nshimirimana, en se référant à sa vie avant et après avoir rejoint Tubura. « Avant les formations de Tubura, je mélangeais les cultures (maïs,

haricots, pommes de terre), et je ne récoltais presque rien. Aujourd'hui, je cultive une seule espèce à la fois et ma récolte a été multipliée par dix », se réjouit-elle. Un autre acquis important est l'apprentissage de la protection du sol en plantant des arbres agroforestiers comme le Calandra qui préserve la terre de l'érosion et nourrit le bétail. « Je pensais même que les arbres nuisaient aux cultures, alors qu'ils cohabitent parfaitement », se souvient Mme Nshimirimana. Ces bénéficiaires témoignent aussi recevoir de Tubura des équipements indispensables pour le quotidien comme des téléphones mobiles, des lampes solaires, des bâches, des houes, des ampoules, etc. Le tout à crédit, remboursable progressivement.

Au nom de l'administration locale, Yves Ninzigamye, conseiller communal à Rutegama, a vivement remercié l'ONG One Acre Fund Tubura pour sa contribution sans faille au développement économique des agriculteurs encadrés par cette Ong dans cette commune. Selon lui, les autres ONGs œuvrant dans le domaine agricole ont beaucoup à apprendre de cette organisation.

Cela a été dit lors d'une descente effectuée jeudi le 12 juin 2025 sur la colline de Cumba par les cadres de Tubura accompagnés des autorités locales pour constater l'état de la récolte des haricots de la saison culturale 2025 B.

TRANSPORT

Le carburant se fait rare, la solution autant

La population burundaise est appelée à accroître et à diversifier les produits à exporter afin de trouver une solution durable à la problématique de la pénurie du carburant qui s'éternise depuis 2022. Cela, au moment où plus d'un s'attendaient à une réponse claire face à cette problématique.

Lors de l'émission publique des membres du gouvernement de ce vendredi 13 juin 2025, la plupart s'attendaient à des réponses précises et claires sur différentes inquiétudes de la population burundaise, entre autres, la question de la pénurie du carburant, que ce soit celui de type mazout ou celui de type gasoil.

Ces pénuries ont commencé à se manifester de manière préoccupante depuis début 2022. Au départ, certains pensaient que c'était une question d'une semaine ou deux. Car, à part que la vie dans tous les aspects du pays semblait impossible sans le carburant, personne ne s'attendait à ce que cela perdure.

Sans trop tarder, cette pénurie a commencé à entraîner des effets dévastateurs. Les prix des produits de première nécessité ont connu une hausse exponentielle. L'explication était simple: les prix du transport sont élevés. Les citoyens ont commencé à connaître ce que c'est que les files d'attente devant les bus au centre-ville. Le pire était à venir. Les files d'attentes ont commencé à se faire observer même dans les quartiers. Les citoyens, résilients qu'ils sont, ont normalisé le fait de rentrer à la maison à pied. Mais, malheureusement, les effets

de cette pénurie ne se limitaient pas là. La pénurie de ce produit 100 % importé a handicapé toutes les activités économiques, ajoutant ainsi le drame au drame.

Des stratégies qui n'ont pas abouti

Face à cette pénurie, il y a eu plusieurs tâtonnements pour trouver une réponse durable à cette problématique. Il y a eu révision des prix à la pompe. Le gouvernement a procédé à plusieurs ajustements des prix du carburant en 2022, notamment en janvier et en avril. Par exemple, à Bujumbura, le prix de l'essence est passé de 2 700 à 3 250 Fbu par litre, et celui du mazout de 2 650 à 3 450 Fbu par litre. L'objectif était d'attirer davantage les fournisseurs, mais cela n'a pas suffi à stabiliser l'approvisionnement.

Il y a également eu la création de la Société Pétrolière du Burundi (SOPEBU), une société publique chargée de la coordination des opérations d'importation, du transport, de stockage, de distribution, de commercialisation et de la réexportation des produits pétroliers, gaziers et de leurs dérivés. Des mesures strictes pour réguler l'approvisionnement ont été entreprises, des pistes de solutions ont été proposées, mais tout tournait autour d'une seule solution: la disponibilité des devises. Malgré tout, la population burundaise faisait toujours confiance aux promesses des élus du peuple qui promettaient une réponse durable à cette problématique de taille.

« Augmentez plutôt la production »

La réaction du ministre ayant l'énergie dans ses attributions, au cours de l'émission publique des



Au départ, certains pensaient que la pénurie du carburant était une question d'une semaine ou deux.

membres du gouvernement qui se tient ce vendredi 13 juin 2025 à Cibitoke était tellement attendue. Plus d'un s'attendaient à une réponse du genre: « à partir du mois prochain, tout va rentrer en ordre ». Malheureusement non. Comme toujours, le ministre Uwizeye a promis que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour trouver

une solution à cette problématique. Il s'est préservé de dire quand et comment. Il a plutôt invité toute la population burundaise à accroître et à diversifier les produits à exporter, pour avoir beaucoup de devises en vue de remédier à cette situation. Une solution à long terme. Ce qui signifie en d'autres termes que les Burundais doivent encore

patienter, en attendant de produire et d'exporter et afin de générer des devises pour importer le carburant. Surtout que le carburant est un élément clé dans la production des biens économique à exporter.

Florence Inyabuntu



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

